

BILAN 2025

des journalistes tués,
détenus, otages et disparus
dans le monde



I SOMMAIRE



AVANT-PROPOS	3
LES GRANDS CHIFFRES DE 2025	4
LES PRÉDATEURS DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DE 2025	5
LES JOURNALISTES TUÉS	6
LES JOURNALISTES DÉTENUS	8
LIBÉRATIONS EMBLÉMATIQUES	10
LES JOURNALISTES OTAGES	12
LES JOURNALISTES DISPARUS	13
LA RÉPRESSION DES JOURNALISTES COUVRANT LES MANIFESTATIONS	14
L'EXIL FORCÉ DES JOURNALISTES	15
DÉFINITIONS	16
NOTE MÉTHODOLOGIQUE	17
CARTE 2025	18

Directeur général : **Thibaut Bruttin** • Directrice éditoriale : **Anne Bocandé** • Rédacteur - datajournaliste : **Vianney Lorient** • Cheffes d'édition : **Anne-Laure Chanteloup** (FR) et **Rozena Crossman** (EN) • Traductrices : **Beatrice Coldwell** et **Yvonne Cullen** • Contributeurs : **bureaux de RSF** • Illustratrice : **Christina Atik** • Graphiste : **Sandra Héno**

AVANT-PROPOS

Voilà où mène la haine, voilà où mène l'impunité

Comment tant de journalistes peuvent-ils connaître ainsi, année après année, un destin aussi tragique ? Il faut parler sans détour de ce qu'Alexandre Soljenitsyne pointait du doigt dans un discours à Harvard en 1978 : le déclin du courage. Pas le courage des journalistes : ils n'en manquent pas. Mais le défaut de courage de la communauté internationale.

Il est de coutume de blâmer les citoyens vivant dans les démocraties pour leur indifférence, quoiqu'ils ne portent aucune part de responsabilité dans les crimes commis. Leur apathie, comme mimétique, résulte avant tout d'un échec des organisations internationales qui ne sont plus en mesure, aujourd'hui, de protéger les journalistes et de faire respecter le droit, notamment la résolution 2222 du Conseil de sécurité des Nations unies sur la protection des journalistes en conflit armé. Elle est la conséquence d'un déclin du courage des gouvernements qui ne savent plus qu'émettre des déclarations, des protestations alors qu'ils devraient déployer des politiques publiques de protection. C'est cela qui génère ce fatalisme, ce pessimisme qui s'empare des citoyens.

Mais il est une autre cause : les campagnes de discrédit dont font l'objet les journalistes. Quand un journaliste meurt, il y a un certain nombre de gens qui pensent : "Mais qu'est-ce qu'il faisait là ? Il a pris trop de risques." Un aussi grand nombre pense : "C'était un emmerdeur. Il a eu ce qu'il méritait." D'autres croient aussi : "C'est un traître à la patrie, il porte atteinte à la sécurité nationale. C'est bien fait qu'il soit en prison" ou "ce sont des valets des puissants. Ils n'ont reçu que la monnaie de leur pièce". Voici même maintenant que l'on estime que les journalistes sont des complices des terroristes et que l'on justifie des assassinats ciblés.

Alors voilà où mène la haine des journalistes ! Elle mène à la mort de 67 journalistes cette année, pas par accident, pas par effet collatéral. La critique des médias est légitime et doit être force de changement pour garantir la survie de cette fonction sociale, mais sans jamais glisser dans la haine des journalistes, qui naît en grande partie ou est entretenue dans une volonté tactique de forces armées et de groupes criminels.

Ce qui est en jeu n'est pas seulement l'adhésion aux principes du journalisme et la confiance dans l'information mais véritablement la vie de ces reporters. La haine des journalistes justifie la furie des manifestants, la violence des forces de l'ordre ou des armées, jusqu'à l'élimination des journalistes. Le discrédit devient le terreau du pire, donne parfois un insupportable permis de tuer. Notre responsabilité est d'être aux côtés de ceux qui assurent notre droit à l'information fiable. Nous leur devons cela.

De témoins privilégiés de l'histoire, les journalistes sont devenus progressivement des victimes collatérales, des témoins gênants, des monnaies d'échanges, des pions dans des jeux diplomatiques, des hommes et des femmes à abattre. Méfions-nous des facilités journalistiques : on ne donne pas sa vie pour le journalisme, on vous la vole ; les journalistes ne meurent pas, ils sont tués.

Thibaut Bruttin,

Directeur général de Reporters sans frontières (RSF)

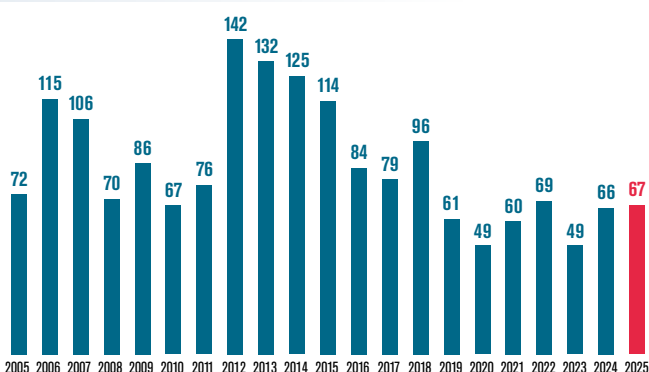
Sur les 67 professionnels des médias tués au cours des 12 derniers mois, près de la moitié (43 %) l'ont été à Gaza par les forces armées israéliennes et 79 % (53) ont été victimes de la guerre ou du crime organisé. Ainsi, le Mexique connaît l'année la plus meurtrière pour les journalistes depuis au moins trois ans. En 2025, ce sont également 503 journalistes qui sont détenus dans le monde. En outre, un an après la chute de Bachar al-Assad, nombre de reporters arrêtés ou capturés sous son régime sont introuvables, faisant de la Syrie le pays comptant le plus de professionnels des médias disparus dans le monde.

67 JOURNALISTES TUÉS*

SUR LES 12 DERNIERS MOIS



3 FEMMES
64 HOMMES



(*) Données collectées entre le 1^{er} décembre N-1 et le 1^{er} décembre N de chaque année.

Les trois pays les plus dangereux

Palestine (43 %), Mexique (13 %) et Soudan (6 %)

Les journalistes ont été tués principalement par

L'armée israélienne (43 %), les cartels et le crime organisé (24 %) et l'armée russe (4 %)

503 JOURNALISTES DÉTENUS À CE JOUR



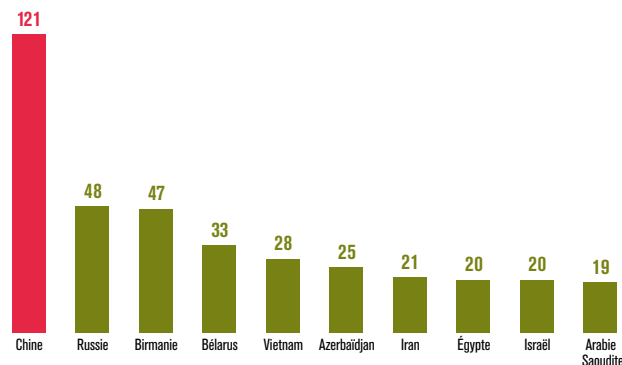
Au moins*
77 FEMMES
422 HOMMES

(*) Le genre de quatre journalistes anonymes n'est pas partagé.

Les trois plus grandes prisons de journalistes du monde

Chine (121), Russie (48) et Birmanie (47)

Les dix plus grandes prisons de journalistes du monde



20 JOURNALISTES OTAGES À CE JOUR



0 FEMMES
20 HOMMES

Les trois pays à haut risque

Yémen (9), Syrie (8) et Mali (2)

Les principaux responsables

Les rebelles houthis (9)

135 JOURNALISTES DISPARUS À CE JOUR



9 FEMMES
126 HOMMES

Les trois pays à haut risque

Syrie (37), Mexique (28) et Irak (12)



Nos chiffres actualisés sur le baromètre de RSF

La liste ne recense que les journalistes dont RSF a pu établir de façon avérée qu'ils ont été tués ou détenus en raison de leur activité de journaliste. Il ne comprend pas ceux visés pour des motifs indépendants de leur profession ou pour lesquels le lien avec leur travail n'a pas encore pu être confirmé.



FOCUS SUR...



LES PRÉDATEURS DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DE 2025

Parce que l'impunité n'est pas une fatalité, RSF pointe les dirigeants, les institutions et les organisations qui ont particulièrement réprimé ou entravé la liberté de la presse cette année. Certains tuent des journalistes ou les enferment, d'autres ruinent, musèlent ou dénigrent la presse. Tous creusent la tombe du droit à l'information fiable. Extrait de l'édition 2025 des Prédateurs de la liberté de la presse, une galerie de 34 portraits publiée par RSF à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes.

POLITIQUE

Ils ont étouffé l'information dans leur pays

Vladimir Poutine (Russie)

En 2025, la Russie connaît sa pire répression de la presse depuis la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), atteignant son plus bas niveau au Classement mondial de la liberté de la presse de RSF (171). Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, les journalistes sont menacés, emprisonnés, attaqués ou tués. Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022, 16 professionnels des médias ont été tués par l'armée russe, dont trois en 2025. 48 sont toujours enfermés parmi lesquels 26 reporters ukrainiens.

Haibatullah Akhundzada (Afghanistan)

Sous l'autorité du chef suprême des talibans, Haibatullah Akhundzada, le journalisme afghan suffoque sous une censure implacable, marquée par une succession de directives restrictives et d'interdictions. Depuis la reprise du pouvoir par les talibans en août 2021, plus de 165 professionnels de l'information ont été arrêtés – dont 25 au cours de l'année 2025.



SÉCURITÉ

Ils enferment et tuent des journalistes

Les forces armées israéliennes (Israël)

Sous le gouvernement de Benjamin Netanyahu, l'armée israélienne commet un massacre inédit dans l'histoire récente contre la presse palestinienne, tout en entretenant, via une campagne de propagande mondiale, des accusations fallacieuses qualifiant les journalistes de "terroristes" pour justifier ses crimes. Depuis octobre 2023, près de 220 journalistes ont été tués par l'armée israélienne à Gaza, dont 65 en raison de leur profession, selon les informations de RSF. En 2025, alors que l'enclave palestinienne reste fermée depuis plus de deux ans, cette répression de la presse reste impunie.

La Commission de la sécurité et de la paix de l'État (Birmanie)

En créant et en prenant la tête de la Commission de la sécurité et la paix de l'État (State Security and Peace Commission), *de facto* nouveau gouvernement militaire en 2025, le chef de la junte birmane Min Aung Hlaing a renforcé sa répression de la liberté de la presse et a adopté une législation criminalisant la diffusion de contenus jugés "préjudiciables au processus électoral". Depuis février 2021, sept journalistes ont été exécutés, au moins 200 ont été arrêtés, et 47 sont encore détenus dans des conditions inhumaines et souvent torturés.

Le Cartel de Jalisco Nueva Generacion (Mexique)

En 2025, le Cartel de Jalisco Nueva Generacion (CJNG) s'impose comme l'organisation criminelle la plus violente du Mexique et l'un des prédateurs les plus redoutables du journalisme. Dirigé par Nemesio Oseguera Cervantes, alias "El Mencho", le CJNG étend son influence sur plus d'une vingtaine d'États mexicains. En 2025, trois journalistes – José Carlos Gonzalez Herrera, Kristian Zavala et Calletano de Jesus Guerrero – ont été tués dans ces régions, alors qu'ils couvraient des sujets liés au narcotrafic, à la sécurité publique ou à la corruption locale. Le climat d'impunité permet à ces groupes de réduire au silence les voix indépendantes et de renforcer leur contrôle sur l'information.

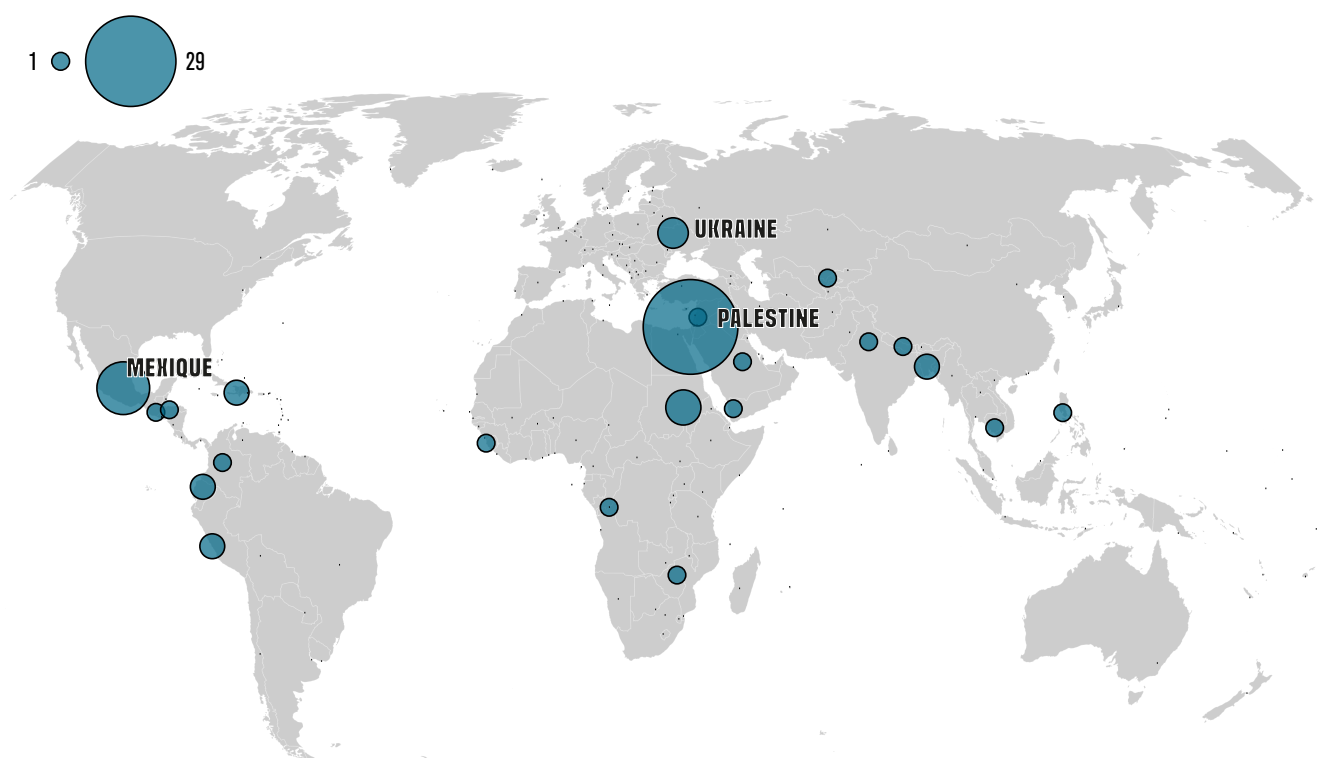


67 JOURNALISTES TUÉS

DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS DANS 22 PAYS DU MONDE

Près de la moitié (43 %) des journalistes tués ces 12 derniers mois l'ont été à Gaza par les forces armées israéliennes. En Ukraine, l'armée russe continue elle aussi de cibler les reporters. Au Mexique, c'est le crime organisé qui est responsable d'une recrudescence alarmante des meurtres de journalistes. Les journalistes nationaux paient le prix le plus élevé : seuls deux journalistes étrangers ont été tués hors de leur pays. Tous les autres ont été tués en couvrant l'information dans leur pays. En tout, dans le monde, 67 journalistes ont été tués ces 12 derniers mois en raison de l'exercice de leur travail dans 22 pays.

Les journalistes tués dans le monde entre le 1^{er} décembre 2024 et le 1^{er} décembre 2025



GAZA (29)

L'armée Israélienne est le pire ennemi des journalistes

Depuis le 7 octobre 2023, l'armée israélienne a tué près de 220 journalistes dans l'enclave palestinienne, dont au moins 65 journalistes l'ont été en raison de leur activité de journaliste. Sur les 12 derniers mois, l'armée israélienne est responsable de près de la moitié des meurtres de journalistes (43 %) dans le monde. Entre décembre 2024 et décembre 2025, au moins 29 journalistes palestiniens ont été tués à Gaza en raison de leur profession. Ainsi, le 25 août 2025, une frappe israélienne visant un immeuble du complexe médical al-Nasser – connu pour abriter un espace de travail pour les journalistes – tue le photographe de l'agence de presse **Reuters Hossam al-Masri**. Journaliste travaillant pour plusieurs médias dont *The Independent Arabia* et *Associated Press*, **Mariam Abu Dagga** se rend alors sur les lieux pour couvrir les opérations de sauvetage. Huit minutes après la première attaque, elle est tuée par une nouvelle frappe avec deux autres journalistes : le journaliste indépendant **Moaz Abu Taha**, et le photographe de presse d'*Al Jazeera* **Mohamad Salama**.



MEXIQUE (9)

L'échec de la protection des journalistes

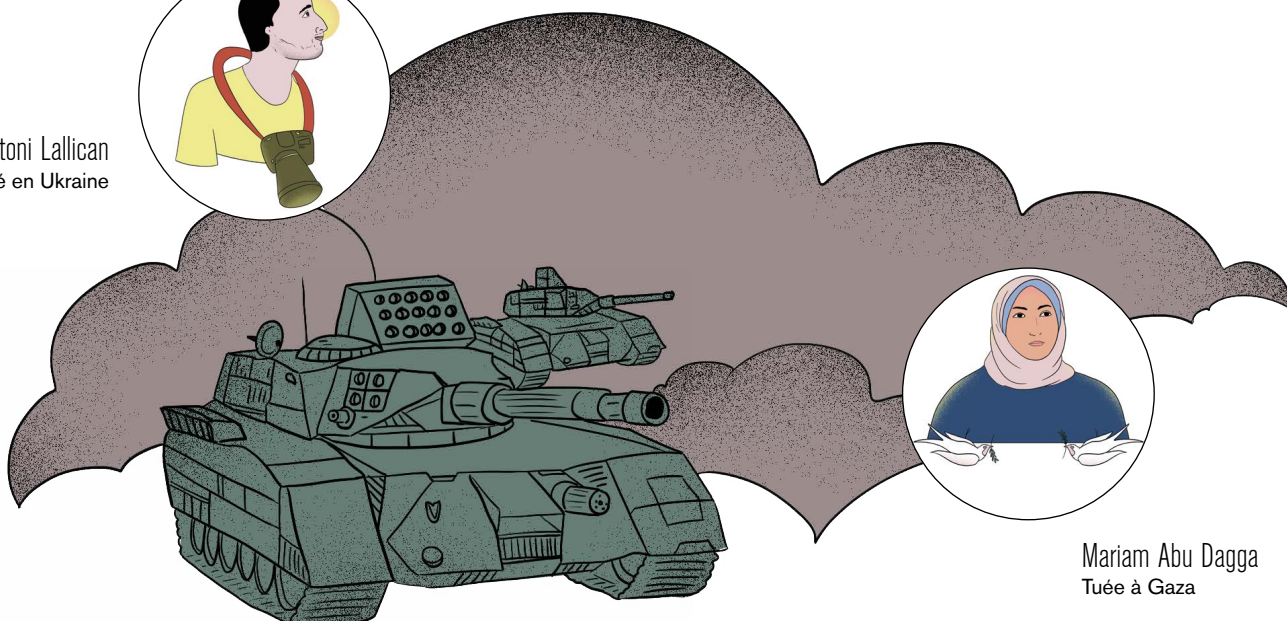
Alors qu'un an s'est écoulé depuis que Claudia Sheinbaum est devenue présidente du pays et malgré les engagements qu'elle a pris auprès de RSF, 2025 est l'année la plus meurtrière au Mexique depuis au moins trois ans et le pays est le deuxième plus dangereux pour les journalistes dans le monde. Neuf professionnels des médias ont été tués en 2025 : **Salomon Ordonez Miranda**, **Calletano de Jesus Guerrero**, **Kristian Zavala**, **Raul Iran Villarreal Belmont**, **Melvin Garcia**, **José Carlos Gonzalez Herrera**, **Angel Sevilla**, **Ronald Paz Pedro** et **Miguel Angel Beltran Martinez**. Ils couvraient l'actualité locale, dénonçaient le crime organisé ou ses liens avec les politiques et avaient reçu des menaces de mort explicites. L'un d'eux, Calletano de Jesus Guerrero, était même placé sous la protection de l'État.

UKRAINE (3)

Trois journalistes tués par des attaques de drones russes en un mois

Les photoreporters indépendants **Antoni Lallican** et **Georgiy Ivanchenko** ont été ciblés par une frappe de drone FPV (*First Person View*) – petit appareil équipé d'explosifs et d'une caméra transmettant en direct les images à l'opérateur – russe, alors qu'ils étaient en reportage, équipés de leurs appareils photos et de leurs gilets pare-balles, le 3 octobre, près de Komychouvakha, une commune dans l'est de l'Ukraine. **Antoni Lallican** a été tué sur le coup et **Georgiy Ivanchenko** a été amputé d'une jambe. Vingt jours plus tard, le 23 octobre, à Kramatorsk, ville de l'est de l'Ukraine, les journalistes ukrainiens **Alyona Hramova** et **Yevhen Karmazine** ont été tués par une frappe de drone russe, qui a grièvement blessé leur collègue **Oleksandr Kolytchev**.

Antoni Lallican
Tué en Ukraine



Mariam Abu Dagga
Tuée à Gaza

ARABIE SAOUDITE (1)

Un journaliste exécuté sous MBS

Le 14 juin 2025, **Turki al-Jasser** a été exécuté par le ministère de l'Intérieur saoudien après sept années d'emprisonnement et des condamnations pour plusieurs accusations fallacieuses de terrorisme et de haute trahison en raison de ses publications en ligne. Turki al-Jasser est le premier journaliste officiellement exécuté en Arabie saoudite depuis l'arrivée au pouvoir du prince héritier Mohammed ben Salmane en 2017, et le deuxième dans le monde à subir une telle exécution depuis 2020, après **Rouhollah Zam** en Iran.

INDE (1)

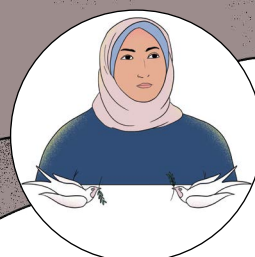
Tué pour un reportage

Le corps du journaliste indépendant **Mukesh Chandrakar**, portant les marques de nombreux coups violents, a été retrouvé dans une fosse septique à Bijapur, dans l'État du Chhattisgarh, au centre de l'Inde, le 3 janvier 2025. Il venait de réaliser un reportage sur le mauvais état d'une route qui faisait l'objet d'un contrat de construction entre les autorités et un entrepreneur local.

BANGLADESH (2)

Représailles meurtrières pour leurs enquêtes

Le 25 juin 2025, **Khandaker Shah Alam**, correspondant du quotidien *Matrujagat* et secrétaire général adjoint du Nabinagar Press Club, a succombé à ses blessures après avoir été roué de coups par un criminel que ses articles avait conduit derrière les barreaux. Quelques semaines plus tard, le 7 août, le reporter de 38 ans du journal *Dainik Pratidiner Kagoj* **Asaduzzaman Tuhin** a été tué à coups de machette par les membres d'un gang, qu'il avait filmés alors qu'ils pourchassaient un jeune homme dans un marché. Les représailles de criminels sont la première cause de mort des journalistes au Bangladesh en 2025.



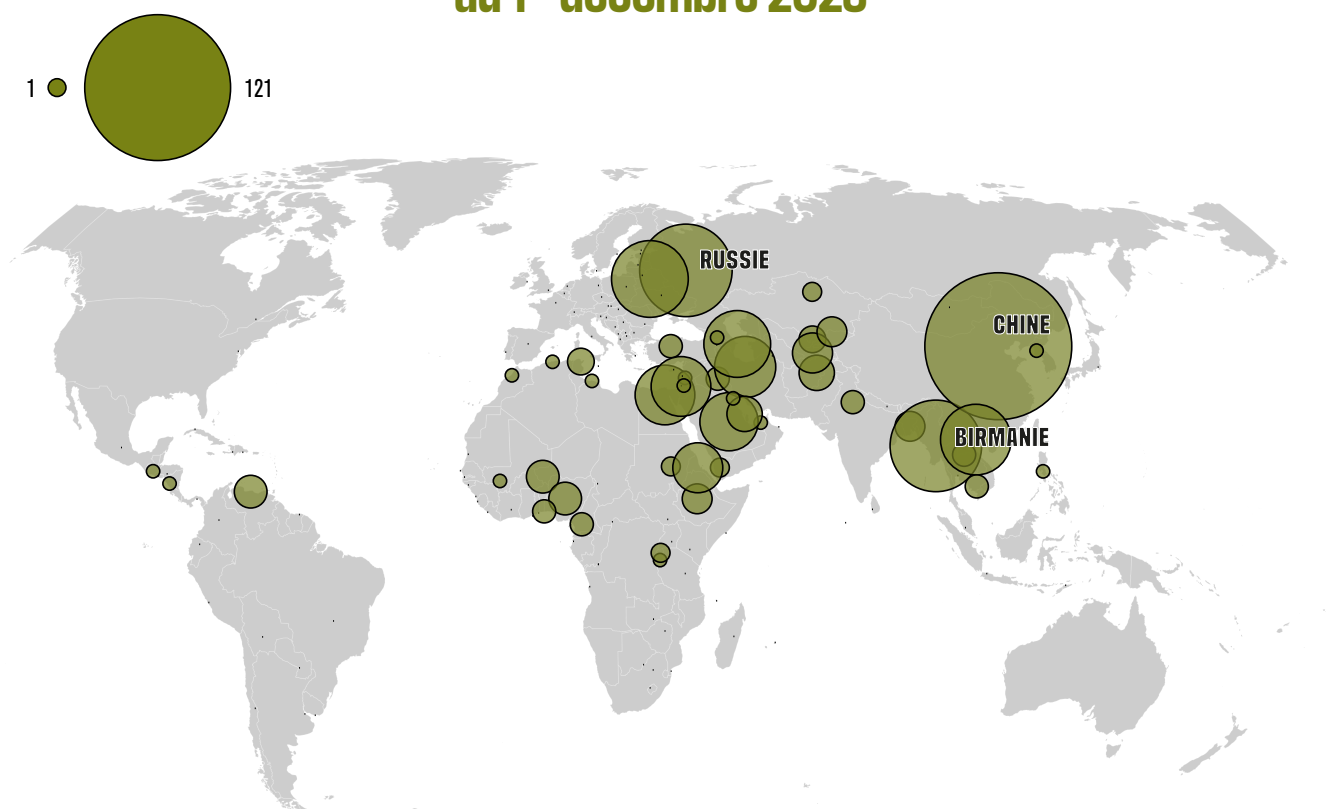


503 JOURNALISTES DÉTENUS

LA RUSSIE DÉTIENT LE PLUS DE JOURNALISTES ÉTRANGERS AU MONDE

Au 1^{er} décembre 2025, 503 journalistes sont détenus dans 47 pays du monde. La Chine (121) et la Birmanie (47) restent dans le trio de tête des plus grandes prisons de journalistes du monde et sont rejointes par la Russie (48) qui prend la deuxième place. Le pays de Vladimir Poutine est, en outre, celui qui détient le plus de journalistes étrangers au monde (26), suivi d'Israël (20).

Les journalistes prisonniers dans le monde au 1^{er} décembre 2025



CHINE (121)

Les journalistes persécutés par le pouvoir central

Le 17 février 2025, l'animateur sur la radio publique *Radio Taiwan International* **Li Yanhe**, a été condamné à trois ans de prison et un an de privation de ses droits politiques – qui inclut la perte du droit de vote et de la liberté d'expression – par un tribunal de Shanghai. Quelques mois plus tard, la journaliste **Zhang Zhan**, détenue depuis le 28 août 2024, a été condamnée à quatre ans de prison. C'est sa deuxième incarcération, après avoir déjà été enfermée en 2020 pour avoir couvert les débuts de l'épidémie de COVID-19 à Wuhan. Au 1^{er} décembre 2025, 113 journalistes sont détenus en Chine et huit à Hong-Kong. La République populaire de Chine reste la plus grande prison de journalistes du monde.

ISRAËL (20)

Une nouvelle fois parmi les plus grandes prisons du monde

Au 1^{er} décembre 2025, 20 journalistes palestiniens sont toujours détenus par Israël – qui figure donc parmi les dix plus grandes prisons du monde pour les journalistes. Parmi eux, 16 ont été arrêtés au cours des deux dernières années à Gaza et en Cisjordanie. Seuls trois journalistes ont été libérés le 13 octobre dans le contexte du cessez-le-feu : les journalistes **Alaa al-Sarraj**, **Emad Zakaria Badr al-Ifranji** et **Shady Abu Sedo**, arrêtés illégalement par les forces israéliennes dans la bande de Gaza.

ALGÉRIE (1)

Christophe Gleizes, seul journaliste français détenu dans le monde

Christophe Gleizes a été injustement condamné à sept ans de prison ferme, en juin 2025, pour n'avoir fait que son travail. Arrêté en mai 2024, retenu sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter l'Algérie pendant plus d'un an et incarcéré depuis plus de cinq mois, le journaliste français spécialiste de football, collaborateur du groupe *So Press*, a vu sa condamnation confirmée en appel le 3 décembre. Les charges retenues contre lui – “apologie du terrorisme” et “possession de publications dans un but de propagande nuisant à l'intérêt national” – reposent sur un dossier vide. RSF et sa famille continuent à appeler à sa libération immédiate.



AFGHANISTAN (7)

Journalistes incarcérés et aveux forcés filmés

Le 23 juillet 2025, trois professionnels des médias ont été arrêtés et placés en détention à Kaboul. Parmi eux, **Abuzar Sarem Sarepuli**, directeur de *Tawana News Agency* et président de la Fédération des journalistes et des organisations de médias, ainsi que **Shakib Nazari**, correspondant de la chaîne japonaise *NTV Japan*, ont été forcés de livrer de prétendus “aveux” dans des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux. Arrêté en octobre 2024 et condamné à un an et demi de prison pour “propagande contre l'Émirat islamique” par la Direction générale du renseignement (GDI), le journaliste **Mahdi Ansary**, de l'agence *AFKA News*, a lui aussi été contraint à des “aveux” forcés diffusés sur Facebook.

GÉORGIE (1)

L'implacable dérive autoritaire

Arrêtée en janvier 2025 sur la base d'accusations manifestement infondées et disproportionnées, la journaliste géorgienne **Mzia Amaghlobeli**, cofondatrice des médias indépendants *Batumelebi* et *Netgazeti*, a été condamnée à deux ans de prison, le 6 août 2025, au terme d'un procès inique marqué par de nombreuses irrégularités procédurales. Elle est la première femme journaliste à être emprisonnée dans le pays pour des motifs politiques depuis son indépendance, symptôme de la grave dérive autoritaire que connaît cette ancienne république socialiste du Caucase.

BURUNDI (1)

La détention arbitraire de Sandra Muhoza

Le 14 octobre, le tribunal de grande instance de Ngozi, dans le nord du Burundi, a rejeté la demande de libération de la journaliste **Sandra Muhoza** du média en ligne *La Nova Burundi*, malgré des irrégularités de la procédure et la détérioration de son état de santé. Accusée d’“aversion raciale” et d’“atteinte à l'intégrité du territoire national” après avoir relayé dans un groupe WhatsApp un message concernant une distribution présumée d'armes par le gouvernement, Sandra Muhoza est détenue depuis avril 2024.



AZERBAÏDJAN (25)

Le courage inébranlable de Sevinj Vagifgizi

“Notre arrestation vise à nous écarter [du journalisme], car nous avons révélé les crimes de corruption d'Ilham Aliyev et de son entourage.” Tels ont été les derniers mots prononcés par la rédactrice en chef d'*Abzas Media* **Sevinj Vagifgizi** le 11 mars 2025 devant la cour qui allait prononcer sa condamnation à neuf ans de prison ainsi que celle de six de ses confrères, à l'issue d'un procès inique pour une accusation fallacieuse de “contrebande de devises étrangères”. dans l'affaire de la rédaction d'*Abzas Media*. 25 journalistes sont détenus dans le pays, dont 20 l'ont été depuis le 1^{er} décembre 2024.

RUSSIE (48)

Encore un simulacre de justice

Konstantin Gabov, **Sergeï Karelin**, **Antonina Kravtsova** (alias *Favorskaïia*) et **Artyom Kriger** ont été tous les quatre condamnés pour “collaboration avec une organisation extrémiste” le 15 avril 2025 à cinq ans et demi de prison en raison de leur couverture des activités de l'opposant **Alexeï Navalny**, mort en prison en Russie le 16 février 2024. C'est le premier procès collectif de journalistes dans la Russie de Vladimir Poutine, qui en détient 48, dont 26 étrangers, tous ukrainiens.



LIBÉRATIONS EMBLÉMATIQUES

Parmi les libérations marquantes de ces derniers mois figurent celles de neuf journalistes biélorusses qui ont enfin pu retrouver leurs proches cette année. S'y ajoutent la libération, en septembre, d'Alaa Abdel Fattah en Égypte, celle de Dmytro Khyliuk, journaliste ukrainien détenu dans les geôles russes, en août, ainsi que celles, entre juillet et septembre, de sept journalistes du Burkina Faso, enrôlés de force dans l'armée.



30
juillet

AFGHANISTAN

Islam Gul Totakhil et Ahmad Zia Amanyar libérés

Après avoir purgé une peine de six mois d'emprisonnement, **Islam Gul Totakhil**, directeur adjoint de *Radio Jawanan*, et **Ahmad Zia Amanyar**, journaliste de *Radio Begum* ont été libérés le 30 juillet 2025. Radio emblématique des femmes afghanes, *Radio Begum* avait annoncé le 4 février que des agents de la Direction générale du renseignement des talibans (GDI), accompagnés de membres du ministère de l'Information et de la Culture, avaient effectué une descente dans leurs locaux le jour même. D'abord suspendues, les deux radios ont pu reprendre leurs programmes le 16 mars.



24
août

UKRAINE

Dmytro Khyliuk libéré en Russie

Le journaliste ukrainien **Dmytro Khyliuk** a été libéré le 24 août 2025, dans le cadre d'un échange de prisonniers entre l'Ukraine et la Russie, aux côtés d'un autre professionnel ukrainien des médias, **Mark Kaliush**. Dmytro Khyliuk était détenu arbitrairement depuis plus de trois ans. Enlevé par les forces russes le 3 mars 2022 au nord de Kyiv, alors que la ville était occupée par les Russes, il a été détenu à Hostomel puis transféré à Novozybkov, dans le sud-ouest de la Russie, avant d'être incarcéré en mars 2023 dans la colonie pénitentiaire IK-7 de Pakino, dans la région russe de Vladimir. En prison, il a été battu, humilié et privé de nourriture. Un troisième reporter ukrainien a été libéré en 2025 : **Vladyslav Yesypenko**, de *RFERL*.

11
septembre



BÉLARUS

La diplomatie agit, neuf journalistes libérés

Le 11 septembre 2025, neuf journalistes biélorusses, parmi lesquels **Ihar Losik** de *Radio Free Europe/ Radio Liberty (RFE/RL)*, détenu depuis plus de cinq ans, ont été libérés après avoir passé des mois, voire des années, en prison, pour avoir simplement exercé leur métier. Ces journalistes ont été relâchés, puis expulsés, dans le cadre de négociations avec l'administration américaine, qui a permis la libération, le 11 septembre, de 52 prisonniers politiques. Toutefois, 33 journalistes sont encore détenus dans ce pays où, depuis l'élection présidentielle frauduleuse de 2020 et les manifestations pacifiques réprimées qui s'ensuivirent, la quasi-totalité des médias indépendants ont été réduits au silence et leurs journalistes incarcérés ou forcés à l'exil.

ÉGYPTE

Alaa Abdel Fattah libéré après une décennie de combat

Après près d'une décennie passée en prison, le blogueur britannico-égyptien **Alaa Abdel Fattah** a enfin été libéré, à la suite d'une grâce présidentielle. Alors qu'il avait été condamné à cinq ans de prison, il y a passé près de six ans pour une accusation arbitraire de "diffusion de fausses informations", après avoir partagé sur Facebook un message dénonçant la torture dans les prisons égyptiennes. Il avait déjà passé plus de quatre ans en prison pour avoir protesté contre la répression. L'Égypte reste l'une des plus grandes prisons du monde pour les journalistes : 20 d'entre eux sont détenus au 1^{er} décembre 2025.

23
septembre



16
septembre



BURKINA FASO

Des journalistes enrôlés de force retrouvés

Sept des journalistes enrôlés de force dans l'armée, enlevés par les autorités, ont pu retrouver leurs familles en 2025. Parmi eux, le chroniqueur de la chaîne privée **BF1 Adama Bayala**, et l'auteur de la chronique satirique *Le Défouloir*, **Alain Traoré**, ont regagné leurs domiciles dans la nuit du 16 au 17 septembre 2025. Ces libérations sont intervenues après cinq autres, égrenées entre le 11 et le 21 juillet. Cependant, Serge Oulon, prix RSF-Mohamed Maïga 2025 du journalisme d'investigation africain, reste le dernier journaliste vraisemblablement réquisitionné par les autorités.

Enquêter pour libérer Frenchie Mae Cumpio

Le rejet des accusations de meurtre sans fondement portées contre la journaliste philippine **Frenchie Mae Cumpio** par un tribunal régional philippin, le 6 novembre 2025, marque une avancée significative après des années de campagne acharnée pour sa libération. RSF a notamment publié une enquête exclusive en août de la même année, révélant l'existence de cette affaire montée de toutes pièces contre la journaliste, dans laquelle elle était accusée d'avoir participé à une embuscade ayant causé la mort de soldats. Toujours en détention provisoire pour deux autres affaires aux allégations tout aussi fragiles et invraisemblables, Frenchie Mae Cumpio risque 40 ans de prison.



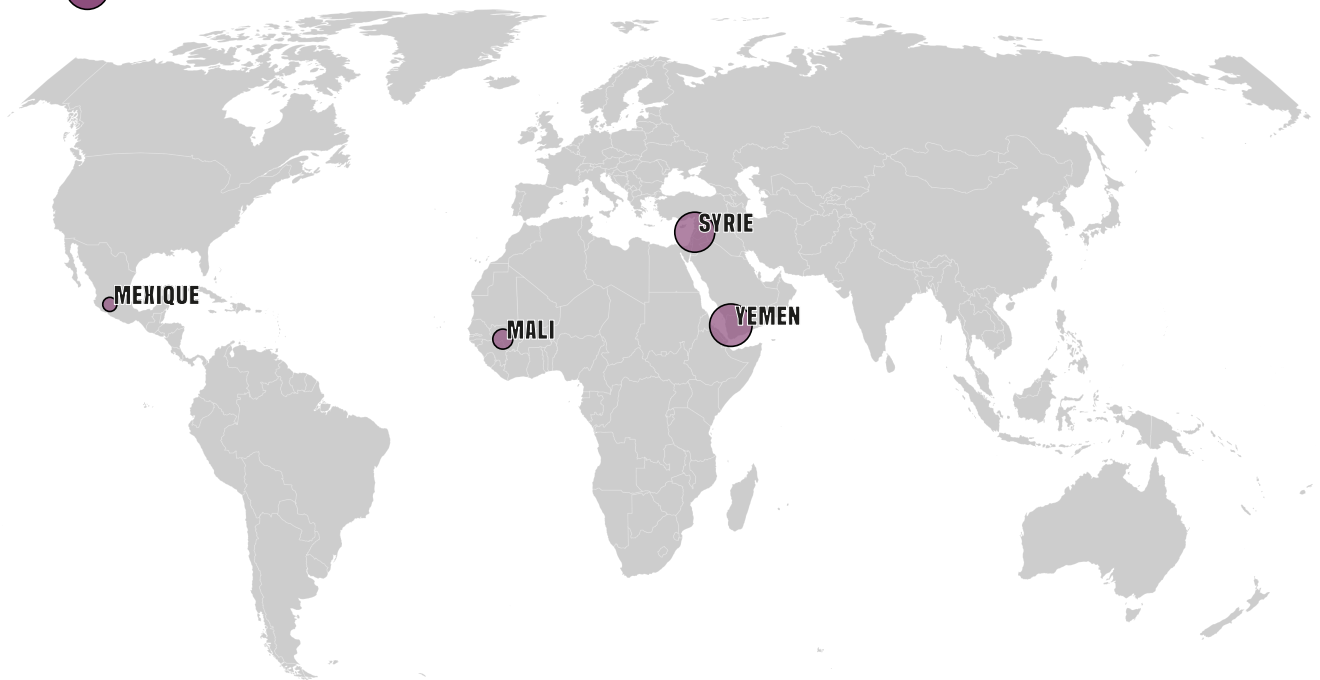
20 JOURNALISTES OTAGES

DANS QUATRE PAYS DU MONDE

20 journalistes sont toujours retenus en otage dans le monde. En 2025, les rebelles houthis ont pris en otage sept nouveaux journalistes, faisant du Yémen le pays où le plus de journalistes ont subi ce type d'enlèvement ces 12 derniers mois. En Syrie, nombre de journalistes capturés avant la chute de Bachar al-Assad n'ont toujours pas été retrouvés.

Les journalistes otages dans le monde au 1^{er} décembre 2025

1 ● 9



SYRIE (8)

Où sont les otages des djihadistes ?

Entre 2012 et 2018, plusieurs dizaines de journalistes ont été faits otages par des groupes djihadistes en Syrie et en Irak. Si nombre d'entre eux ont disparu avec la chute de l'État islamique, huit journalistes sont toujours retenus par des groupes rebelles ou djihadistes en Syrie, dont Hayat Tahrir al-Cham (HTS) qui participe au nouveau gouvernement, ou la division Sultan Mourad, soutenue par la Turquie.

YÉMEN (9)

Sept journalistes pris en otage par les houthis en 2025

Le 22 mai 2025, les rebelles houthis ont mené l'un de leurs plus vastes raids contre des journalistes dans les zones sous leur contrôle depuis la trêve négociée par les Nations unies avec l'Arabie saoudite en 2022. Près de Sanaa – la capitale yéménite tombée aux mains des houthis en 2014 – sept journalistes ont été enlevés à leur domicile et conduits dans des centres de détention houthis. Cela porte à neuf le nombre de journalistes retenus en otage par les houthis au Yémen, faisant du groupe paramilitaire le premier preneur d'otage de journalistes au monde.

MALI (2)

Des journalistes de radio communautaire toujours otages

Voilà deux ans que le journaliste et directeur de *Radio Coton d'Ansongo* **Saleck Ag Jiddou** et l'animateur de ce même média local **Moustapha Koné** ont été enlevés par des membres d'un groupe armé non identifié le 7 novembre 2023, alors qu'ils se rendaient à Gao, dans le nord du Mali, avec deux de leurs confrères. Au cours de cette attaque, le journaliste **Abdoul Aziz Djibrilla** a été tué par balles. Les kidnappeurs ont exigé une rançon de quatre millions de francs CFA (environ 6 000 euros) par journaliste.

INDE

Yambem Laba, enlevé pour avoir critiqué une milice

Dans la nuit du 10 au 11 février 2025, dans l'État du Manipur, au nord-est de l'Inde, le correspondant du quotidien national *The Statesman* **Yambem Laba** a été enlevé à son domicile par une vingtaine d'hommes d'un groupe armé, après avoir critiqué les activités de la milice meitei – ethnie hindoue majoritaire dans cet État. Il a finalement été relâché au matin, après avoir accepté – sous la contrainte – d'enregistrer une vidéo d'excuses.

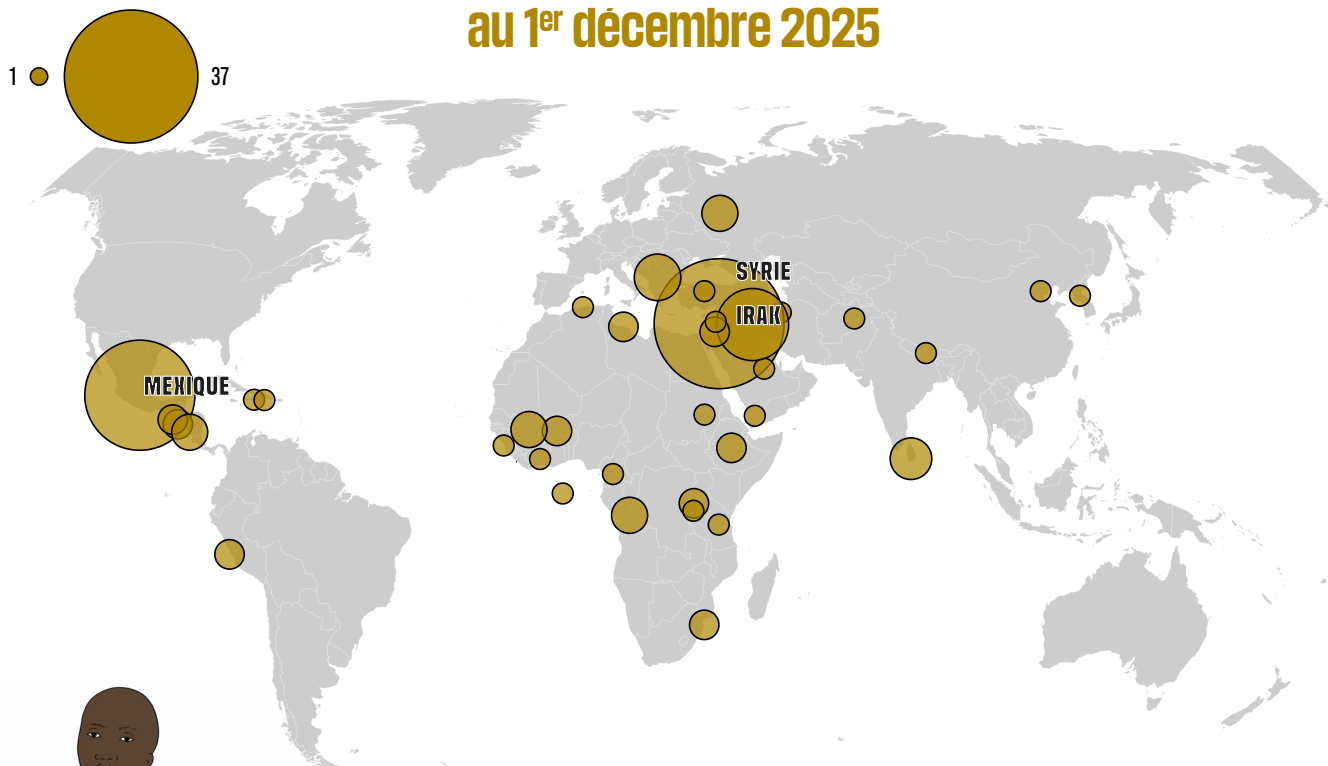


135 JOURNALISTES DISPARUS

DANS 37 PAYS DU MONDE

En 2025, 135 journalistes sont toujours portés disparus à travers le monde. Certains depuis plus de 30 ans. Si aucun continent n'est épargné, ce phénomène se manifeste particulièrement en Syrie (37) et au Mexique (28).

Les journalistes disparus dans le monde au 1^{er} décembre 2025



BURKINA FASO (2)

Serge Oulon réquisitionné de force

Le directeur de publication du journal d'investigation *L'Événement*, **Serge Oulon** est porté disparu depuis son enlèvement, le 24 juin 2024, à son domicile par une dizaine d'hommes armés se présentant comme appartenant à l'Agence nationale de renseignement (ANR). Si les autorités burkinabè ont assumé sa réquisition dans l'armée en octobre 2024, depuis, elles refusent de révéler quel est son sort et de donner des preuves de vie. Selon les informations de RSF, sept autres journalistes ont été réquisitionnés ou victimes de disparition forcée, mais tous ont depuis été libérés. Par ailleurs, le journaliste du média privé *Fil Infos* et administrateur de la page Facebook de *Radio Oméga*, **Moussa Sareba**, aurait lui été enlevé le 10 août sur son lieu de travail. Près de quatre mois après cette disparition, ni ses proches ni ses collègues n'ont eu de nouvelles de lui.

GUINÉE (1)

Où est Habib Marouane Camara ?

Le propriétaire et administrateur général du site d'information *Le Révéléateur 224* **Habib Marouane Camara** a été enlevé le 3 décembre 2024 à Lambanyi, un quartier de la capitale guinéenne Conakry. Des hommes armés en uniforme militaire ont cassé le pare-brise de sa voiture, l'en ont extirpé, l'ont assommé à coups de matraque et l'ont emmené vers une destination inconnue. Il est depuis toujours porté disparu. RSF a saisi en juillet 2025 le groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires afin d'obtenir des informations sur le sort du journaliste, atteint d'une maladie nécessitant un traitement médicamenteux quotidien.

LES DISPARUS DE SYRIE (37)

Quteiba al-Marei et **Thabet al-Muhaisen** ont été arrêtés à un poste de contrôle à Dahiyat Qudsaya, près de la capitale Damas, le 1^{er} août 2011. Les reporters du média *Syria News* ont été placés en détention et personne n'a plus jamais entendu parler d'eux jusqu'en 2019, quand un ancien détenu a affirmé avoir vu quelqu'un correspondant à la description de Thabet al-Muhaisen à la prison de Saidnaya. Depuis, aucune trace d'eux. Et ils ne figuraient pas parmi les personnes libérées le 8 décembre 2024. En tout, 37 journalistes sont toujours portés disparus en Syrie.



FOCUS SUR...



LA RÉPRESSION DES JOURNALISTES COUVRANT LES MANIFESTATIONS

Du Népal à la Serbie, en passant par l'Indonésie, la France ou Madagascar, les journalistes couvrant des manifestations ont été particulièrement entravés en 2025, généralement par les forces de l'ordre.

SERBIE

Un an de violences contre les journalistes

Depuis le début des manifestations anti-corruption déclenchées après l'effondrement meurtrier du auvent d'une gare en novembre 2024, les professionnels des médias serbes qui les couvraient ont été victimes d'au moins 98 agressions physiques, selon le décompte de RSF, dont 91 cas depuis le 1^{er} janvier 2025. Environ la moitié des violences ont été commises par les forces de l'ordre en toute impunité, dans un contexte d'attaques verbales contre la presse du président serbe Aleksandar Vucic, identifié par RSF comme un prédateur de la liberté de la presse en 2025.

NÉPAL

Un caméraman tué, des journalistes agressés, des rédactions saccagées

Le 28 mars 2025, **Suresh Rajak**, caméraman pour la chaîne népalaise *Avenues TV*, a trouvé la mort alors qu'il couvrait une manifestation royaliste au Népal. Une enquête est toujours en cours. Le même jour, des partisans de l'ancien monarque, destitué en 2008, ont violemment agressé le journaliste du site d'information *Onlinekhabar* **Dinesh Gautam**. Six mois plus tard, lors de nouvelles manifestations menées cette fois par la jeunesse népalaise pour dénoncer la corruption des élites politiques et le blocage de 26 plateformes de réseaux sociaux, plusieurs journalistes ont été blessés lors de la répression policière. Pendant les émeutes qui s'ensuivirent, les locaux d'une dizaine de médias et de trois organisations de journalistes ont été incendiés ou saccagés.

ÉQUATEUR

Les journalistes pris entre deux feux

Au moins 55 journalistes ont été agressés depuis le 22 septembre, à la fois par les forces de l'ordre et des individus non identifiés, alors qu'ils couvraient des manifestations contre la hausse du prix du diesel. La dernière attaque par balle a grièvement blessé un journaliste et producteur de la chaîne Apak TV, Edison Muenala.

INDONÉSIE

Une trentaine de journalistes attaqués lors de manifestations

Au moins quatorze journalistes ont été victimes d'agressions lors de leur couverture des manifestations de mars 2025 contre une nouvelle loi renforçant le rôle de l'armée dans les affaires civiles. À peine six mois plus tard, à partir du 25 août, au moins 16 journalistes ont été agressés ou intimidés alors qu'ils couvraient un nouveau mouvement de protestation secouant l'Indonésie.



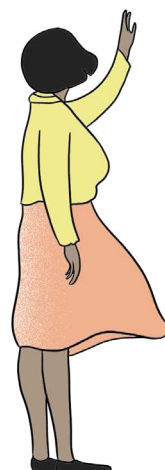
MOUVEMENTS DE PROTESTATION AUX ÉTATS-UNIS

Systématisation des violences contre les journalistes

Rien qu'en juin 2025, RSF a recensé 27 agressions contre des professionnels des médias à [Los Angeles](#) lors de manifestations contre des raids fédéraux visant des personnes immigrées, perpétrées tant par les forces de l'ordre que par des manifestants. D'autres incidents similaires ont été signalés à [Cincinnati](#) et à [Chicago](#).

L'EXIL FORCÉ DES JOURNALISTES

En raison des guerres ou de politiques répressives visant les journalistes, de plus en plus de professionnels des médias sont contraints à l'exil, que ce soit depuis des pays comme l'Afghanistan, la Russie ou le Bélarus, qui continuent de purger leur territoire de tout média indépendant, ou de territoires qui se sont particulièrement fermés en 2025 comme le Salvador.



SALVADOR

Nayib Bukele coule la presse

Persécutions judiciaires, surveillance policière, campagnes de haine, cyberharcèlement... Une vague répressive, qui sévit depuis mai 2025 dans le pays, contraint les journalistes salvadoriens à fuir – au moins 53 entre janvier et octobre. L'Association des journalistes du Salvador (APES), partenaire de RSF et fer de lance du combat pour la liberté de la presse dans le pays, a elle-même été contrainte de quitter le pays en mai 2025.

AFGHANISTAN

Des journalistes ballotés et abandonnés

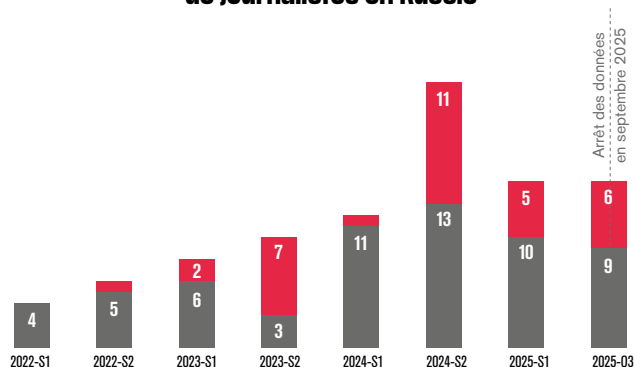
Alors que les talibans ont intensifié leur répression contre la presse, depuis la chute de Kaboul en 2021, les journalistes contraints à l'exil se heurtent, de plus en plus, au refus de visas des États où ils cherchent asile. Au Pakistan, les autorités ont non seulement cessé de renouveler les visas de séjour, mais elles ont aussi engagé une politique d'expulsion. Parmi les journalistes afghans soutenus par RSF dans ce pays, plus de 20 ont déjà été expulsés vers l'Afghanistan en 2025, où ils risquent d'être poursuivis, emprisonnés, voire torturés.

RUSSIE

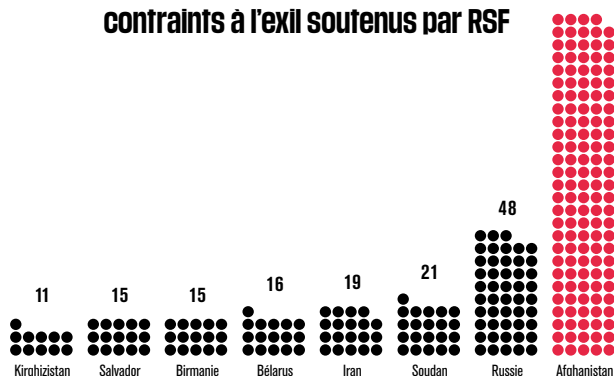
Les journalistes en exil subissent la répression transnationale

Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022, de plus en plus de journalistes russes ont dû fuir leur pays pour pouvoir continuer à travailler. À l'exil s'ajoute la répression du Kremlin qui les poursuit au-delà de ses frontières : depuis 2022, près de 70 journalistes ont été visés par des arrestations ou des condamnations par contumace, dont 30 pour les seuls trois premiers trimestres de 2025.

Arrestations et condamnations par contumace de journalistes en Russie



Les pays de provenance des journalistes contraints à l'exil soutenus par RSF



2025 : RSF MOBILISÉE AUPRÈS DES JOURNALISTES CONTRAINTS À L'EXIL

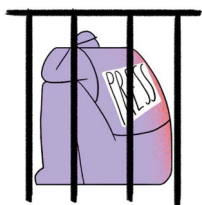
Plus de la moitié des journalistes ayant postulé à l'aide d'urgence de RSF en 2025 (51 %) étaient des journalistes contraints à l'exil, issus de 44 pays différents. Les trois pays d'origine les plus représentés sont : l'Afghanistan, très largement en tête avec 134 nouveaux dossiers, la Russie (48) et le Soudan (21). 55 % de ces journalistes poursuivent, malgré toutes les difficultés, leur travail d'information en exil. En outre, parmi les plus de 40 médias soutenus par l'assistance de RSF au cours des 12 derniers mois, 19 sont des rédactions poursuivant leur activité d'information en exil.

I DÉFINITIONS



Journaliste tué

RSF comptabilise sur son baromètre la mort d'un journaliste lorsque celui-ci est tué dans l'exercice de ses fonctions ou du fait de sa qualité de journaliste.



Journaliste détenu

RSF distingue trois catégories de détention de journalistes dans l'exercice de leurs fonctions ou en raison de celles-ci :

- **Détention provisoire** : toute privation de liberté de plus de 48 heures d'une personne qui n'a pas encore été jugée.
- **Détention suite à une condamnation** : privation de liberté d'un journaliste après condamnation.
- **Assignation à résidence** : obligation d'un journaliste de demeurer dans un lieu précis, déterminé par l'autorité qui l'ordonne – souvent son domicile – éventuellement sous surveillance électronique, ou avec une obligation de présentation régulière aux services de police ou de rester dans ce lieu à des horaires précis. Elle peut être prononcée comme alternative à un emprisonnement pour des personnes condamnées, ou comme mesure de surveillance pour des personnes poursuivies.



Journaliste otage

RSF considère qu'un journaliste est otage à partir du moment où il est privé de liberté par un acteur non étatique qui accompagne cette privation de liberté de la menace de le tuer, de le blesser ou de continuer à le détenir dans le but de contraindre un tiers à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte en tant que condition explicite ou implicite pour la libération, la sécurité ou le bien-être de l'otage.



Journaliste disparu

RSF considère qu'un journaliste est disparu lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer s'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée.

- **Porté disparu** : statut par défaut lorsqu'un journaliste ou un collaborateur des médias a disparu, qu'on ne sait pas s'il a été pris en otage, s'il est détenu par l'État ou s'il a été tué, quand les preuves de décès ou d'enlèvement sont inexistantes ou insuffisantes et qu'aucune revendication crédible de responsabilité n'a été formulée.
- **Disparition forcée** : selon le droit international, elle se caractérise par trois critères essentiels : la privation de liberté par une autorité officielle (ou un groupe agissant en son nom, ou avec son soutien, ou avec son consentement), conjuguée au refus soit de reconnaître cette privation, soit de révéler le sort de la personne concernée et sa localisation.



À QUOI SERVENT NOS CHIFFRES ?

Nos chiffres, actualisés quotidiennement sur notre site Internet sont pris en compte dans le Classement mondial annuel de la liberté de la presse et sont utilisés pour alimenter notre plaidoyer juridique, politique et nos actions sur le terrain.

> Agir dans les zones de crise

RSF a ouvert des centres pour la liberté de la presse – en Ukraine et au Liban – et a lancé un projet de soutien aux journalistes birmans en Thaïlande, afin de continuer à protéger les journalistes dans des zones de conflits où les atteintes à la liberté de la presse sont les plus nombreuses.

> Contribuer au Classement mondial de la liberté de la presse

Ces chiffres jouent un rôle important au cours de l'élaboration du Classement mondial de la liberté de la presse. Le nombre d'exactions commises dans un pays (que l'on appelle score exactions) représente un tiers de l'un des cinq indicateurs : le score sécuritaire.

Notre baromètre actualisé en temps réel

Actualisés en permanence par nos responsables de zone et nos correspondants, les noms des journalistes victimes d'exactions (tués, détenus, otages, disparus) sont disponibles sur [le baromètre en ligne de RSF](#).

> Lutter contre l'impunité

C'est cette méthodologie rigoureuse qui confère de la crédibilité aux données de RSF. Nos chiffres étant basés sur des règles explicitées et détaillées, différentes institutions les reconnaissent et les utilisent. Ils sont régulièrement utilisés pour interpellier les gouvernements, ou pour alimenter des actions en justice, telles les plaintes auprès de la Cour pénale internationale (CPI), comme celles sur les crimes de guerre commis contre les journalistes à Gaza par l'armée israélienne.

> Rendre hommage aux journalistes

Les noms des journalistes tués présents dans le baromètre sont gravés sur la stèle dévoilée chaque année au Mémorial des reporters à Bayeux, lors du prix Bayeux Calvados-Normandie des correspondants de guerre.



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Établi chaque année depuis 1995 par Reporters sans frontières (RSF), le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes se fonde sur des données établies tout au long de l'année. RSF procède à une collecte minutieuse d'informations permettant d'affirmer avec certitude, ou du moins avec une très forte présomption, que la mort, la détention ou l'enlèvement d'un journaliste est une conséquence directe de l'exercice de sa profession.

RSF ne recense que les journalistes qui entrent dans le cadre de son mandat, c'est à dire toute personne qui pratique, par l'intermédiaire de tout moyen de communication, à titre régulier ou professionnel la collecte, le traitement et la diffusion d'informations et d'idées, de manière à servir l'intérêt général et les droits fondamentaux du public, et ce dans le respect des principes de la liberté d'expression et des principes déontologiques de la profession. Le décompte total du bilan 2025 établi par RSF intègre les journalistes professionnels ou non, ainsi que les collaborateurs de médias.

La période d'analyse s'étend entre chaque publication du bilan de RSF et porte donc sur les exactions commises entre le 1^{er} décembre 2024 et le 1^{er} décembre 2025. Ce changement de méthodologie à compter du bilan 2025 doit permettre de constater les exactions relevées au mois de décembre, non incluses dans le bilan de l'année précédente. Ainsi, nos données ne prennent pas en compte les libérations ou les atteintes au journalisme qui se sont produites après le 1^{er} décembre 2025. Ces nouvelles données apparaissent en revanche sur le baromètre de RSF, régulièrement mis à jour.



Restez en sécurité

Découvrez le kit de ressources pratiques de RSF pour aider les journalistes et les médias à protéger leur travail, leurs données, leurs sources et eux-mêmes.



resources.rsf.org



| LES ATTEINTES À LA LIBERTÉ DE LA P



- Nombre de journalistes tués (67)
- Nombre de journalistes détenus (503)
- Nombre de journalistes otages (20)
- Nombre de journalistes disparus (135)



REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) œuvre depuis 40 ans pour la liberté, l'indépendance et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 15 bureaux et sections et plus de 150 correspondants dans le monde.